

nons, et son annexion aux Etats-Unis. Comme loyaux sujets de la Reine les conservateurs crurent de leur devoir de protester contre une telle ligne de conduite. Je regrette infiniment pour la réputation de loyauté et d'attachement du peuple du Canada au grand Empire auquel nous appartenons, que ce même citoyen, M. Ellis, ait depuis ce temps-là, été accepté comme candidat par le parti libéral, et élu non pas par une majorité du peuple de Saint-Jean, mais par la pluralité du vote exprimé, et qu'il représente maintenant cette ville dans la Chambre des Communes. J'espère qu'à l'avenir nous aurons quelque chose de mieux à montrer. On avait coutume de dire autrefois en Angleterre qu'un whig au pouvoir et un whig dans l'opposition, c'était deux hommes tout à fait différents. Nous commençons déjà à espérer qu'avant qu'il s'écoule plusieurs années pendant lesquelles les libéraux seront au pouvoir, ils se transformeront et deviendront une classe de gens bien différents de ce qu'ils sont aujourd'hui.

Je ne puis cependant pas omettre de parler à ce propos du fait qu'un membre important de l'administration, rien moins, comme personnage, que le ministre des Finances du gouvernement actuel, s'est mis un jour à la tête d'une agitation pour obtenir la séparation de la Nouvelle-Ecosse du reste du Canada. Ce qu'il désirait c'était de briser la Confédération en y faisant retirer sa province, — c'était la rupture de tous les liens agréables et avantageux qui ont grandi entre les différentes provinces. Non content de demander cela, M. Fielding, le ministre des Finances d'aujourd'hui, fit adopter une série de résolutions qu'il transforma en une adresse électorale, fit ensuite dissoudre la législature provinciale et en appela au peuple de la Nouvelle-Ecosse sur la question de sécession. Il n'est pas impossible que sa sincérité sur ce point-là ne fut pas très profonde, de fait, ce qui s'est passé depuis indique qu'il ne l'était pas, car bien qu'il eut triomphé en remportant une grande majorité, nous n'avons jamais rien entendu officiellement depuis au sujet de la sécession. Il n'a jamais depuis ce temps-là jusqu'à présent, rien fait d'officiel pour exécuter le programme avec lequel il en avait appelé aux électeurs de la Nouvelle-Ecosse. Je ne crois pas cependant qu'aucun honorable membre de cette Chambre se sente disposé à user de moins de sévérité, ou à montrer

moins d'indignation au sujet de l'attitude de M. Fielding à la Nouvelle-Ecosse, parce qu'il n'était pas sincère au fond. Cela ne servirait qu'à rendre la situation encore plus déplorable. Mais ce n'est pas tout: un citoyen qui a été très bien traité par la présente administration, qui a remplacé le chef de l'opposition comme membre de la conférence du câble du Pacifique, demanda un jour que le drapeau anglais fut enlevé de la colline de la citadelle d'Halifax.

Mais c'est au sujet d'une affaire plus récente, — je parle du cri de la réciprocité illimitée ou de l'union commerciale, — que les conservateurs ont accusé de bonne foi, comme j'en suis convaincu, leurs adversaires d'avoir été déloyaux. Nous savons que cette question a servi de programme au parti libéral. Je crois que mon honorable ami qui dirige la droite dans cette Chambre (sir Oliver Mowat) ne s'est jamais identifié avec ce mouvement. Il était trop sage, trop sagace et trop loyal pour en agir ainsi, et malgré la censure de mon honorable ami qui a appuyé la proposition concernant l'adresse, le public avait raison de conclure, de la position du parti libéral sur la question de l'union commerciale, que ce parti s'en allait à la dérive, et était bien près de prêcher la déloyauté. J'entends aussi parler du remarquable discours prononcé à Boston en 1891 par le premier ministre actuel. Un banquet lui fut offert à Boston, et il y prononça un discours très remarquable. Un compte rendu de ses paroles fut publié dans les journaux de Boston, et ce compte rendu fut cité plus tard dans la Chambre des Communes.

L'honorable M. SCOTT: Et M. Laurier en a nié l'exactitude.

L'honorable M. FERGUSON: M. Laurier a nié l'exactitude des comptes rendus des journaux américains, mais il a ajouté que le *Globe* de Toronto contenait un rapport, exact dans l'ensemble, de ce qu'il avait dit à cette occasion. M. Kenny de Halifax l'accusait en se servant des paroles publiées dans les journaux des Etats-Unis. M. Laurier répliqua: "Je n'ai pas vu ces comptes rendus, mais le *Globe* de Toronto contient un rapport de ce discours dont j'accepte la responsabilité."

Je vais lire maintenant un extrait du compte rendu du *Globe*. Il est comme suit:—